



ACTION

**YOU CANNOT
EVICT AN IDEA
WHOSE TIME
HAS COME**

WE ARE THE 99%

**WE ARE
EVERYWHERE**

DAY OF MASS ACTION THURS NOV 17

#occupywallst

LRD

Créer une culture de contre-propositions

En juin 2011, le Parlement français vote une loi qui marque un coup d'arrêt à l'exploration des hydrocarbures non conventionnels en France. En Suisse, les cantons de Fribourg (en avril) puis de Vaud (en septembre) mettent un terme à leur exploration. En novembre, l'administration des Etats-Unis annonce renvoyer aux calendes grecques le pipeline Keystone XL, censé acheminer le pétrole issu des schistes bitumineux de l'Alberta, au Canada, vers le Texas. En juin et septembre, les deux chambres parlementaires suisses votent la sortie du nucléaire d'ici 2034.

Certes, ce sont là des victoires locales ou partielles, toujours susceptibles d'être révisées. Elles sont néanmoins très significatives et devraient fortement réjouir et ragaillardir tous les écologistes de la Terre : il sert à quelque chose de s'opposer à tout ce qui aggrave la crise écologique.

Le constat ne va pas de soi. L'évolution du monde tendrait plutôt à faire croire le contraire. Sous la coupe des institutions financières et de la grande industrie, insuffisamment poussés par les masses – qui en paieront pourtant le prix – à résister à cette influence, les plus hauts dirigeants de la planète ne prennent pas les décisions qui s'imposent pour préserver les équilibres de la biosphère et l'avenir des terriens.

Aussi est-ce un réel motif d'espoir de constater que de plus en plus de personnes, souvent jeunes, se battent avec acharnement – parfois de manière très originale – pour amener les pouvoirs publics à revoir leurs décisions et leurs politiques. Et les exemples cités le prouvent : il leur arrive d'obtenir gain de cause.

Les revers du Sommet de Copenhague sur le climat, fin 2009, et, en France, du Grenelle de l'environnement depuis 2007 sont sûrement pour quelque chose dans l'intensification de l'action militante directe en faveur de l'écologie. Ces deux épisodes signalent que la voie institutionnelle, celle de la négociation avec le pouvoir étatique aux commandes ne suffit pas, ne fonctionne pas.

Les lobbies contraires sont trop puissants. Ils ont les moyens de saper, en haut lieu, le consensus scientifique et éthique sur la nécessité d'agir. Les écologistes ne sont pas de taille à rivaliser avec un tel pouvoir de nuisance et d'influence. Exit pour eux le simple bras de fer, le pur rapport de force interne au fonctionnement des institutions démocratiques.

Donner de l'oxygène

Une voie plus prometteuse s'ouvre aux écologistes dans les régimes démocratiques. Elle comprend deux dimensions aussi décisives l'une que l'autre. La première consiste à opposer un non résolu à toutes les formes du pire : non aux hydrocarbures non conventionnels, au charbon, au nucléaire, aux projets inutiles, par exemple à l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, etc. Non aussi à une politique de croissance destructrice. Ces oppositions ont l'énorme avantage de reposer sur des argumentaires irréfutables. Mais en politique, il ne suffit pas d'être du côté de la raison et de l'éthique pour avoir gain de cause. Il ne suffit pas non plus d'avoir la majorité pour soi si cette majorité ne dit mot.

Pour faire valoir la justesse de ces refus dont l'ensemble de la société profiterait, il faut faire preuve d'ingéniosité en plus de détermination. Et savoir prendre des risques. L'explosion de désobéissance civile dans tous les domaines en France est à cet égard la grande nouveauté de ces dernières années. Et si le succès n'est pas toujours au rendez-vous, cet engagement contribue au moins à créer une autre culture, de résistance, de contre-propositions.

Car dire non au pire ne revient jamais à se limiter à dire non. Dire non, c'est ouvrir d'autres horizons, c'est donner de l'espace et de l'oxygène aux options plus pertinentes. L'exemple du nucléaire est évident. Si la Suisse appuie depuis peu sur l'accélérateur de la Société à 2000 watts pour trouver un chemin viable et vivable sans fossile ni fissile, c'est bien parce que la Confédération a décidé de se passer du nucléaire et prend la donne climatique de plus en plus au sérieux.

Si des cantons suisses se détournent des gaz et des huiles de schiste, c'est pour la même raison : on ne peut pas prétendre pousser aux économies d'énergie tout en continuant de racler tous les gisements d'hydrocarbures, aussi sales soient-ils, en droite ligne d'une gestion non durable des territoires et d'un modèle énergétique obsolète.

Mais corrélativement, pour réorienter la société conformément à l'impératif écologique, il faut pouvoir compter avec des pratiques quotidiennes qui changent dans tous les domaines. La transition écologique et énergétique ne sera possible que si elle peut s'appuyer sur des réseaux d'acteurs qui retrouvent ou inventent

des manières de vivre aux antipodes du gâchis actuel. C'est la deuxième dimension fondamentale de l'écologie démocratique, sans laquelle la première serait stérile.

Fil rouge

Les mouvements sociaux écologistes n'auront de prise sur l'orientation des pays industriels que s'ils s'articulent sur une base sociale de plus en plus large qui se met à vivre autrement, expérimente et adopte des styles de vie soutenables, établit des filières professionnelles durables et élabore des modes de financement plus écologiques et plus solidaires.

Ce besoin, cette articulation, partout dans le monde, la mouvance écologique l'a compris. C'est le cas des réseaux de femmes rurales en Colombie et ailleurs en Amérique latine. C'est le cas du mouvement paysan qui, en Afrique, accompagne la renaissance d'espaces boisés sur d'immenses superficies. C'est le cas de millions de ruraux pauvres qui, en Inde, refusent une modernisation forcenée qui les exproprie et leur interdit de vivre comme ils le voudraient. C'est le cas, partout en Occident, des « colibris » qui « font ce qu'ils peuvent » et agissent dans le respect de leur milieu.

Ces engagements n'ont pas forcément à se faire sous le label de l'écologie : ils sont tout aussi vitaux pour garantir les droits de l'homme, une plus grande autonomie des femmes, la lutte contre la pauvreté, pour la justice, contre les projets miniers dévastateurs, etc. Fédérer toutes ces causes autour de l'écologie, c'est le credo, au Royaume-Uni, de la Green Alliance.

Ces engagements doivent en outre s'organiser à l'échelle du monde. Et c'est bien ce que font, notamment, de nombreuses organisations non gouvernementales, les écovillages, les Villes en transition, le syndicat paysan Via Campesina, l'Association pour la taxation des transactions et pour l'action citoyenne (Attac), l'altermondialisme et les Forums sociaux, les Global Greens.

C'est ainsi que depuis le très local, son mode de vie quotidien, jusqu'aux défis planétaires les plus globaux se tisse un fil rouge, une chaîne de solidarité entre tous les honnêtes femmes et les honnêtes hommes contemporains. Ils existent. Ce dossier les a rencontrés. ■

Ouvrir
d'autres
horizons